



**PRÉFET
DE LA VENDÉE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement des
Pays de la Loire**

DREAL des Pays de la Loire
Unité départementale de la Vendée
Site préfecture de la Vendée
29 rue Delille - CS 60765
85020 La Roche sur Yon cedex

La Roche-sur-Yon, le 17 Décembre 2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 10/12/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

CAVAC

12 boulevard Réaumur
BP 27
85001 La Roche-Sur-Yon

Références : DENV.2025.544
Code AIOT : 0006301370

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/12/2025 dans l'établissement CAVAC implanté au lieu-dit Bel Air à Fougeré. L'inspection a été annoncée le 28/11/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CAVAC
- Bel Air 85480 Fougeré
- Code AIOT : 0006301370
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Oui

L'établissement CAVAC situé à Fougeré comporte plusieurs installations classées (entreposage de produits phytosanitaires, silos de stockage de céréales, usines de fabrication d'aliments pour animaux). Cet établissement est classé "Seveso" seuil bas, c'est-à-dire qu'il comporte une ou plusieurs installations susceptibles de créer des accidents majeurs impliquant des substances dangereuses.

Il comporte également des installations (usines de fabrication d'aliments pour animaux) mentionnées à l'annexe I de la directive n° 2010/75/UE du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles (installations dites "IED").

La présente visite a porté sur l'état des stocks de ces dernières installations. Elle fait suite à l'arrêté de mise en demeure pris par le préfet le 2 juillet 2024.

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

Thèmes de l'inspection :

- Plans d'urgence

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Respect des limites de l'arrêté préfectoral	Arrêté Préfectoral du 11/06/2018, article 1.2.1	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suites qui avaient été données	Autre information
1	État des matières stockées	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Levée de mise en demeure

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a permis de constater que l'exploitant avait mis en place un logiciel permettant de fournir, en cas de sinistre, un état des stocks qui réponde aux exigences de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010.

De ce fait, il est proposé au préfet de lever l'arrêté de mise en demeure du 2 juillet 2024 qui rappelait à l'exploitant ces exigences.

Cependant, le paramétrage de ce logiciel étant encore en cours, des propositions d'amélioration sont émises.

En particulier, il a été constaté, sur l'un des documents édités, que les quantités de la rubrique IED 3642-2a étaient dépassées pour l'usine de fabrication d'aliments conventionnels pour animaux. C'est pourquoi il est demandé à l'exploitant de justifier le respect de cette limite, ou, le cas échéant, de modifier le paramétrage du logiciel (remplacement de l'unité t/j par l'unité t).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : État des matières stockées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50
Thème(s) : Risques accidentels, État des matières stockées
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 29/04/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suites qui avaient été actées : Mise en demeure, respect de prescription
Prescription contrôlée : <p>Le présent article est applicable aux installations relevant de l'article L. 515-32 du code de l'environnement ainsi qu'aux installations soumises à autorisation au titre de l'une des rubriques 1436, 2718, 4330, 4331, 4722, 4734, 4742, 4743, 4744, 4746, 4747 ou 4748 de la nomenclature des installations classées.</p> <p>L'état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants :</p> <p>1. Servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel ; en particulier cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage.</p> <p>Pour les matières dangereuses, devront figurer a minima les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées.</p> <p>Pour les produits, matières ou déchets, autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement.</p> <p>Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec</p>

eux à l'avance.

2. Répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin.

L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, d'accident, de pertes d'utilité ou de tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions.

Pour les matières dangereuses, cet état est mis à jour a minima de manière quotidienne.

Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas échéant, de manière tournante.

L'état des matières stockées est référencé dans le plan d'opération interne lorsqu'il existe.

Les dispositions du présent article sont applicables à compter du 1^{er} janvier 2022.

Constats :

Constats de l'inspection du 29 avril 2024 :

« L'établissement est concerné par cet article puisque relevant de l'article L. 515-32 du code de l'environnement (Installations classées pour la protection de l'environnement susceptibles de créer des accidents majeurs impliquant des substances dangereuses, communément dénommées "Seveso").

Lors de la visite, l'exploitant a présenté un listage des matières présentes dans le local d'entreposage des produits finis. Ce document ne répond pas aux exigences mentionnées ci-dessus, pour les raisons suivantes :

- le listage comporte l'ensemble des matières stockées (par référence) mais ces dernières ne sont pas regroupées par mention de dangers (le cas échéant, pour les matières dangereuses), et risques particuliers (matières combustibles, piles ou batteries) ;

- il n'existe pas d'état sous forme synthétique pour l'information de la population.

En outre, l'exploitant a indiqué qu'il n'avait pas pu accéder au listage des matières présentes lors de l'accident, car l'électricité avait été coupée sur l'ensemble du site, empêchant de ce fait d'accéder aux ressources informatiques (serveur). »

À la suite de ce constat, le préfet de la Vendée a pris un arrêté le 2 juillet 2024 (n° 24-DCPATE/315) mettant en demeure l'exploitant de respecter lesdites dispositions, et rédigé comme suit : « Pour cela, la société CAVAC :

1. tient à jour un état des stocks répondant aux deux objectifs (servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel et répondre aux besoins d'information de la population) définis à l'article 50 de l'arrêté du 4 octobre 2010 ;

2. prend les dispositions nécessaires pour que cet état des stocks soit accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, d'accident, de pertes d'utilité ou de tout autre événement susceptible d'affecter l'installation ;

3. référence cet état des stocks dans son plan d'opération interne. »

Constats de la présente inspection :

1) L'exploitant a fait l'acquisition d'un logiciel spécialisé (NOMEREF de la société MD Service). La page d'accueil du logiciel comprend un plan de l'ensemble des zones des deux usines de fabrication d'aliments pour animaux (usine d'aliments conventionnels et usine d'aliments biologiques).

Interrogé par l'inspecteur sur les documents qui seraient transmis en cas de demande des pouvoirs publics et des services d'intervention, l'exploitant a tout d'abord présenté un fichier de type « tableur ». Ce fichier ne correspond pas à la demande, car il présente l'ensemble des références.

L'exploitant a ensuite présenté un fichier récapitulatif intitulé « État des stocks au 10/12/2025 »,

puis des fichiers intitulés « synthèse des stocks ICPE » pour chacune des usines :

Concernant le 1^{er} fichier, l'état des stocks est représenté successivement par rubriques ICPE, par désignations vulgarisées, par chacune des sommes Sa, Sb et Sc mentionnées aux a à c du II de l'article R. 511-1 du code de l'environnement, et par mention de dangers H. Ce fichier permet de répondre à la plupart des objectifs mentionnés au 1 et au 2 de l'article 50 de l'arrêté du 4 octobre 2010. Cependant, les remarques suivantes peuvent être émises :

- trois colonnes « volume reçu (m³) », « quantité (t) » et « quantité (m³) » sont présentes. Si les deux dernières peuvent être comprises comme étant une simple équivalence en prenant en compte la masse volumique des matières liquides, le libellé de la première colonne est ambigu ;
- de même, il existe deux libellés successifs contenant le n° 1510 (« 1510 » et « 1510 cumul »), sans que l'on comprenne quelle est la différence ;
- les déchets ne sont pas intégrés dans ce fichier. L'exploitant a expliqué à l'inspecteur que le paramétrage de ce logiciel était récent et ne comportait pas encore la totalité des matières et substances présentes. En particulier, celles de l'établissement Cavac appro (qui comporte des produits phytosanitaires et des engrais) est gérée actuellement par une autre base de données. Il est prévu que le logiciel NOMEREF intègre l'ensemble des matières du site en 2026 ;
- la désignation vulgarisée « aliments MP » est peu compréhensible, alors que les sous-désignations des autres aliments (porc, ruminant, volaille) n'apporte que peu de précisions au grand public.

Concernant les fichiers intitulés « synthèse des stocks ICPE », ils présentent, pour chacune des rubriques ICPE mentionnées dans l'arrêté d'autorisation du site, la localisation, la désignation de la rubrique, le cas échéant son seuil, les quantités présentes et le delta entre cette quantité et le seuil de la rubrique. Ces fichiers sont très utiles pour s'assurer, au quotidien, du respect des limites de l'arrêté.

2) Les états des stocks sont enregistrés, quotidiennement, sur des serveurs externes à l'établissement. Ces fichiers sont consultables par plusieurs personnes du groupe CAVAC, nommément désignées dans le plan d'opération interne (POI), dès lors qu'elles disposent d'un accès informatique au réseau internet.

3) Si le POI précise que l'état des stocks est accessible depuis le logiciel NOMEREF, il n'y a pas de mode opératoire indiquant comment utiliser ce logiciel. Or, les manipulations réalisées lors de l'inspection ont montré qu'une appropriation de son fonctionnement était nécessaire pour certaines des personnes utilisatrices.

En résumé, il peut être considéré que l'exploitant dispose des moyens pour transmettre un état des stocks répondant aux 1 et 2 de l'article 50 de l'arrêté du 4 octobre 2010, de sorte qu'il est proposé au préfet de lever l'arrêté de mise en demeure.

Des modifications pourront toutefois être apportées à cet état des stocks afin d'en faciliter sa transmission aux pouvoirs publics ou sa compréhension par ces derniers.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de prendre en compte les différentes remarques mentionnées ci-dessus (*meilleure compréhension des libellés « 1510 cumul », « volume reçu », désignations vulgarisées*) ainsi que d'intégrer un mode opératoire du logiciel dans le plan d'opération interne.

L'exploitant est également invité à prévoir doré-et-déjà le mode opératoire pour transmettre, en même temps que l'état des stocks, un plan de localisation à une échelle plus large que celui de la page d'accueil du logiciel utilisé. Les plans du POI peuvent servir à cet effet sous réserve que les désignations soient identiques à celles des états des stocks.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 2 : Respect des limites de l'arrêté préfectoral

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/06/2018, article 1.2.1
Thème(s) : Situation administrative, Respect des limites de l'arrêté préfectoral
Prescription contrôlée : Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées Rubrique 3642-2a : La capacité de production d'aliments pour animaux issus uniquement de matières premières végétales est de 1 200 t/j (270 t/j pour l'usine de fabrication d'aliments biologiques et 930 t/j pour l'usine de fabrication d'aliments conventionnels).
Constats : Comme il est mentionné au point de contrôle n° 1 ci-dessus, l'exploitant dispose de plusieurs présentations de l'état des stocks. Il a été remarqué, sur les fichiers intitulés "synthèse des stocks ICPE", que la colonne « en stock » dépassait, pour l'usine de fabrication d'aliments conventionnels ainsi que pour le total des deux usines, la quantité mentionnée dans l'arrêté préfectoral du 11 juin 2018 (1 888 t/j et 2 107 t/j pour des seuils respectifs de 930 t/j et 1 200 t/j).
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à l'exploitant de justifier que la capacité de production de ces usines de fabrication d'aliments pour animaux ne dépasse pas les valeurs mentionnées dans l'arrêté du 11 juin 2018. Dans l'hypothèse où les valeurs mentionnées dans les lignes "3642.2a" des états des stocks consultés lors de l'inspection du 10 décembre 2025 se rapporteraient aux encours de production, l'exploitant est invité à modifier l'unité "t/j" par l'unité "t".
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois